Compte Rendu du conseil municipal du 1^{er} février 2024

L'an deux mille vingt-quatre le 1^{er} février à 19H30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, conformément aux articles L 2121-7 à L 2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni salle du conseil en séance ordinaire sous la présidence de Madame Cécile DEBON, Maire.

ETAIENT PRESENTS : Mme DEBON M AUTISSIER M PONCELET M PAULME Mme GOSLIS M JANNOT Mme GOURIOU BAZE M BRILLAULT Formant la majorité des membres en exercice

ETAIENT ABSENTS :

Mme DECOURTY, pouvoir à M AUTISSIER
M DELPY, pouvoir à M JANNOT
Mme TERZI,
M PAPAIL,
M BONMARCHAND, pouvoir à Mme DEBON

Mme GOURIOU BAZE est élue secrétaire de séance.

Le compte rendu du dernier conseil municipal est approuvé à l'unanimité.

N°2024-01 : communauté de communes les Portes de l'Île de France/montant définitif des attributions de compensation année 2024.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les dispositions de l'article L 1609 nonies C du Code Général des Impôts, et plus précisément le 1°bis du V de l'article 1609 nonies C ;

Vu le rapport de la CLECT en date du 5 décembre 2023 proposant une révision libre des attributions de compensation des communes ;

Vu la délibération n°2023/108 du 19 décembre 2023 de la Communauté de Communes approuvant la proposition de montants définitifs des attributions de compensation pour l'année 2024 ;

Considérant que les montants versés aux communes au titre des attributions de compensation, dans le cadre de la taxe professionnelle unique, sont déterminés à partir du produit de la taxe professionnelle ; Monsieur/Madame le Maire indique que monsieur le Président de la Communauté de Communes les « Portes de l'Île-de-France » a indiqué que la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) a proposé, dans le cadre d'une révision libre des attributions de compensation, une répartition introduisant une plus grande équité dans le montant des attributions de compensation.

Madame le Maire indique que cette proposition a été approuvée à l'unanimité des membres présents lors du conseil communautaire en date du 19 décembre 2023 et qu'il convient à présent aux conseils municipaux de se prononcer sur cette proposition.

Communes	AC 2023	AC 2024
Bennecourt	88 979,96 €	79 782 €
Blaru	37 400,40 €	42 977 €
Boissy-Mauvoisin	16 205,20 €	21 925 €
Bonnières-sur-Seine	1 007 671,93 €	990 935 €
Bréval	185 516,15 €	188 512 €
Chaufour-lès-Bonnières	50 103,95 €	47 946 €
Cravent	143 113,10 €	110 974 €
Freneuse	347 040,72 €	367 367 €
Gommecourt	12 341,10 €	12 004 €
La Villeneuve-en-Chevrie	58 667,60 €	69 833 €
Limetz-Villez	124 704,45 €	98 685 €
Lommoye	13 268,90 €	27 586 €
Ménerville	5 953,75 €	6 717 €
Moisson	30 829,35 €	31 106 €
Neauphlette	15 581,55 €	16 436 €
Notre Dame de la Mer	200 104,18 €	207 736 €
St Illiers-la-Ville	92 377,95 €	112 377 €
St Illiers-le-Bois	41 029,60 €	35 927 €
TOTAL	2 470 889,84 €	2 468 825 €

Après avoir entendu Madame le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Approuve le rapport de la CLECT du 5 décembre 2023 joint en annexe.

Approuve la proposition de montants définitifs des attributions de compensations pour l'année 2024 tel que proposé par la CLECT du 5 décembre 2023 :

Communes	AC 2023	AC 2024
Bennecourt	88 979,96 €	79 782 €
Blaru	37 400,40 €	42 977 €
Boissy-Mauvoisin	16 205,20 €	21 925 €
Bonnières-sur-Seine	1 007 671,93 €	990 935 €
Bréval	185 516,15 €	188 512 €
Chaufour-lès-Bonnières	50 103,95 €	47 946 €
Cravent	143 113,10 €	110 974 €
Freneuse	347 040,72 €	367 367 €
Gommecourt	12 341,10 €	12 004 €
La Villeneuve-en-Chevrie	58 667,60 €	69 833 €
Limetz-Villez	124 704,45 €	98 685 €
Lommoye	13 268,90 €	27 586 €
Ménerville	5 953,75 €	6 717 €
Moisson	30 829,35 €	31 106 €
Neauphlette	15 581,55 €	16 436 €
Notre Dame de la Mer	200 104,18 €	207 736 €
St Illiers-la-Ville	92 377,95 €	112 377 €
St Illiers-le-Bois	41 029,60 €	35 927 €
TOTAL	2 470 889,84 €	2 468 825 €

N°2024-02 : compétence police de la publicité/transfert de l'Etat à la commune de Moisson

Vu le courrier de la préfecture des Yvelines du 2 janvier 2024 portant sur les modalités de mise en œuvre de la décentralisation de la police de publicité au 1^{er} janvier 2024 ;

Considérant qu'en application de l'article 17 de la loi N°2021-1104 du 22/08/2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (dite loi Climat et Résilience), la police de la publicité est confiée aux maires depuis le 1^{er} janvier 2024 ;

Afin de mutualiser l'exercice de cette police et d'éviter une charge trop lourde pour les petites communes, la loi prévoit dans certains cas le transfert automatique des pouvoirs de police de la publicité du maire au président de l'EPCI à fiscalité propre ; c'est le cas pour les communes de moins de 3500 habitants, rattachées à un EPCI sans la compétence PLU ;

Néanmoins, un maire qui souhaite exercer cette police dispose d'un délai de 6 mois à compter du 1^{er} janvier 2024 pour s'opposer au transfert et conserver cette compétence ;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide, à l'unanimité, de s'opposer au transfert de la compétence de la police de publicité à la communauté de communes les Portes de l'Île de France.

N°2024-03 : difficultés financières du département des Yvelines : motion de la commune de Moisson

Considérant que le département des Yvelines est le partenaire incontournable des 259 communes yvelinoises, au travers de ses compétences propres (routes, collèges, action sociale) mais aussi des subventions d'investissement qu'il accorde chaque année afin de maintenir la qualité des équipements et des espaces publics (notamment voirie, logement, rénovation urbaine, maisons médicales) ;

Considérant que le département des Yvelines, plus fortement encore que le reste du territoire national, et à l'instar des départements franciliens, traverse des difficultés financières d'une ampleur inédite. Le retournement brutal et majeur du marché de l'immobilier (impactant les ressources prélevées) sur les droits de mutation à titre onéreux -DMTO) et le ralentissement de la croissance française vont entraîner pour 2023, une perte de près de 140 millions d'euros pour les finances départementales des Yvelines ;

Considérant qu'au-delà du choc conjoncturel, c'est le modèle économique des départements qui est remis en cause : depuis 2015, l'Etat n'a cessé de lui imposer des dépenses obligatoires nouvelles sans compensation financière adéquate ;

Considérants que les difficultés financières actuelles peuvent avoir des effets majeurs sur les aides apportées aux communes et porter préjudice tant aux habitants dans leur vie quotidienne (éducation, transport, santé, environnement...) qu'au tissu économique local ;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, demande à l'Etat :

A court terme, de prendre les mesures de compensation financière immédiate pour faire face à la chute brutale des droits de mutation à titre onéreux afin de poursuivre ses politiques de soutien aux communes et aux Yvelinois ;

A moyen terme, de garantir une forme d'autonomie financière aux conseils départementaux pour leur permettre de conduire les politiques publiques pour lesquelles ils ont été élus et ainsi conforter nos principes démocratiques ;

D'opérer le transfert des ressources financières nécessaires pour conduire toutes les actions ou politiques qui seraient imposées aux départements.

Par ailleurs, le conseil municipal :

Affirme que le couple Département-Commune, les deux plus anciennes collectivités de France, est uni par un lien historique qui forme le ciment de l'organisation territoriale de la République, favorisant l'égal accès aux services publics du quotidien ;

Réaffirme le principe constitutionnel de la libre administration des collectivités territoriales qui ne saurait exister en pratique sans une forme de liberté d'ajuster ses ressources financières en fonction des conjonctures et en toute responsabilité ;

Demande que l'Etat, garant de l'unité de notre pays, s'engage dans un chantier de décentralisation afin de restaurer l'autonomie pleine et entière des collectivités territoriales.

N°2024-04 : Droit de chasse-révision du tarif

Vu le projet de bail de chasse pour la saison 2023/2024 avec la société de chasse de Moisson;

Vu le montant annuel de droit de chasse fixé actuellement à 700.00€ ;

Considérant qu'il convient de revaloriser ce montant ;

Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal décide, à l'unanimité, de fixer à 1000.00€ le montant de la redevance annuelle pour le droit de chasse.

Séance levée à 20H55.